

Mémorandum 2024

**Nos priorités politiques et féministes
pour les 5 prochaines années**



SORALIA **SOFÉLIA**
réseau Solidaris

Mémoire

Nos priorités politiques et féministes pour les 5 prochaines années

À l'approche de l'horizon électoral 2024, au lendemain d'une pandémie et dans un contexte de crises multiples, Soralia et Sofélia, en tant qu'associations d'éducation permanente, ont pour devoir de maintenir leur vigilance et de renforcer leurs actions de plaidoyer, d'information, de sensibilisation et d'émancipation auprès de leurs publics (femmes, personnes précarisées, sans-papiers, etc.). Nos outils et nos méthodes représentent des leviers puissants d'action et de mobilisation en faveur de la lutte contre les inégalités sociales, en faveur de la démocratie. Notre travail de terrain est porteur d'un regard critique et collectif sur la société et permet d'offrir à nos publics des clés pour exercer pleinement leur citoyenneté. Plus que jamais, notre devoir est de porter et de défendre leurs voix.

Mais voilà, la démocratie est aujourd'hui mise en danger au travers, notamment, des attaques menées envers les corps intermédiaires que représentent les mutualités, les syndicats et l'associatif.

Or, nous devons pouvoir continuer à défendre et à revendiquer un État social fort qui garantisse leur existence, qui protège les publics les plus vulnérables,

qui tienne compte des classes moyennes et qui s'oppose aux mesures et discours capitalistes, patriarcaux et discriminants. Nous devons appeler les élu-e-s de demain à en faire une priorité politique incontournable.

Par ailleurs, la défense de la démocratie et la participation de tou-te-s aux espaces qui la composent doivent être au cœur de nos combats. Pour y parvenir, nous devons garantir, à toutes et tous, l'accessibilité à des services publics de qualité et une connaissance et jouissance effective de leurs droits individuels et collectifs.

C'est dans ce contexte que nous vous présentons 13 revendications et actions concrètes qui représentent nos fils rouges à l'horizon des élections et qui guideront notre travail lors de ces 5 prochaines années. Celles-ci sont extraites de notre mémoire dont la version complète se trouve sur notre site internet : www.soralia.be/accueil/memorandum-elections-2024/.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

1 Pour le financement de la Sécurité sociale à la hauteur des besoins de la population

Revendiquer un Etat social fort passe indubitablement par la défense de notre modèle de Sécurité sociale et par son adaptation aux grands défis de demain. Son refinancement, avec une priorité accordée aux soins de santé, et son élargissement doivent être au cœur de nos priorités si nous voulons la préserver. Cela implique de relever la norme de croissance de l'objectif budgétaire des soins de santé à 3% à partir de 2025.

2 Pour la suppression du statut de cohabitant·e

Nous estimons que chaque individu doit être considéré comme une personne singulière ayant droit à des allocations de la Sécurité sociale. Et ce, indépendamment de sa situation de ménage, puisque chacun·e cotise de manière individuelle. La non-individualisation des droits sociaux est un système non seulement obsolète, mais aussi profondément inégalitaire car il maintient de nombreuses femmes dans un lien de dépendance économique vis-à-vis de leur conjoint·e. De plus, il constitue un réel obstacle pour celles qui souhaiteraient quitter le domicile, que ce soit par choix, par nécessité ou par sécurité. C'est pourquoi dans le cadre de l'individualisation des droits sociaux, nous réclamons, prioritairement la suppression du statut de cohabitant·e.

3 Pour un système fiscal juste et solidaire

En Belgique, notre système fiscal tend toujours à enrichir les catégories les plus riches de la population et à précariser les plus vulnérables. Or, une répartition équitable des richesses, basée sur la taxation des particulières·iers et des entreprises en fonction de leurs revenus et à l'endroit où elles·ils ont une activité économique réelle, est indispensable pour assurer une vie digne à toutes et tous. C'est pourquoi nous demandons une globalisation des revenus et l'augmentation de la progressivité de l'impôt, l'injection de moyens financiers et humains pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscale, l'augmentation de l'impôt sur les grandes sociétés et l'instauration d'un impôt sur les grandes fortunes.

4 Pour la réduction collective du temps de travail (RCTT) sans perte de salaire et avec embauche compensatoire

Aujourd'hui, une solution existe pour garantir une meilleure répartition du temps de travail entre les citoyen·ne·s : la semaine de 32 heures, en 4 jours. Mais attention, il ne s'agit pas de continuer à assumer les mêmes tâches sur un temps de travail plus court mais bien d'organiser en parallèle une politique d'embauche compensatoire.

Cette RCTT doit donc être massive et surtout, ne pas précariser davantage, ce qui implique nécessairement le maintien des salaires actuels. Cette mesure permettrait une meilleure conciliation entre vie professionnelle et vie privée, un investissement plus marqué des pères dans la sphère familiale et une diminution des discriminations faites aux femmes sur le marché de l'emploi.

5 Pour la revalorisation sociale et financière des métiers du care

Les métiers du care (technicien·ne·s de surface, infirmières·iers, caissières·iers, accueillant·e·s extrascolaires, etc.) sont majoritairement occupés par des femmes. Ces métiers essentiels pour le bon fonctionnement de notre société manquent pourtant cruellement de reconnaissance et présentent une pénibilité accrue. C'est pourquoi nous demandons une amélioration des conditions de travail et de la reconnaissance des métiers qui y sont liées au travers, notamment de l'augmentation des salaires, la reconnaissance des temps partiels, aménagements spécifiques, l'accès à la formation, la lutte contre la marchandisation et l'ethnostratification. La famille reste un haut lieu de reproduction des stéréotypes de genre qui entraînent des rôles préétablis et inégalitaires entre les femmes et les hommes.

6 Pour des politiques familiales efficaces et génératrices d'égalité

Les pouvoirs publics ont dès lors un rôle important à jouer pour (ré)équilibrer cette configuration et favoriser le bien-être des familles. C'est pourquoi nous revendiquons l'ouverture de places d'accueil supplémentaires, l'alignement du congé de coparentalité sur la durée du congé de maternité, la revalorisation de l'allocation d'interruption octroyée par l'ONEM lors d'un congé parental ou encore la consolidation du Service des Créances Alimentaires (SECAL).

7 Pour une santé plus féministe et inclusive

Lutter contre les inégalités de genre et de sexe, c'est lutter pour un meilleur système de soins, qui demeure aujourd'hui empreint de biais sexistes. Pour développer des soins de santé plus féministes et inclusifs, nous proposons trois grandes actions : le renforcement de la loi de 2002 sur les droits des patient·e·s, la formation des corps médicaux aux stéréotypes de genre, aux spécificités de sexe en santé (maladies et/ou symptômes spécifiques) ainsi qu'aux besoins des personnes LGBTQIA+ et la création d'un institut de recherche belge « sexes, genres et santé ».

8 Pour l'amélioration des conditions d'accès à l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG)

La loi actuelle de 2018 encadrant l'IVG maintient des sanctions pénales à l'égard des femmes et des médecins en cas de non-respect des conditions imposées par la loi. Or, reconnaître l'avortement comme un réel droit passe avant tout par son inscription dans un cadre législatif relatif aux soins de santé. Par ailleurs, nous revendiquons l'allongement du délai légal à 18 semaines de grossesse ainsi que la suppression de l'obligation d'un délai de réflexion de 6 jours entre l'entretien préalable et l'IVG elle-même.

9 Pour une lutte renforcée et coordonnée contre les violences faites aux femmes

En matière de violences faites aux femmes, nous revendiquons le respect et l'application effective de la Convention d'Istanbul, ratifiée par la Belgique en 2016. Celle-ci s'appuie sur 4 axes : la prévention de ces violences (campagnes d'information, récolte de données, etc.), la protection des victimes (service d'accompagnements, formation des actrices-teurs de première ligne, logements pérennes, etc.), l'impunité des auteurs (suivi effectif des plaintes, formation du corps judiciaire, etc.) et la collaboration entre les différents niveaux de pouvoir (mise en place de budgets pérennes, évaluation globale des différents Plans de lutte contre les violences, etc.).

10 Pour la pérennisation et le renforcement des animations EVRAS (Education à la Vie Relationnelle Affective et Sexuelle)

Si nous applaudissons la mise en place de l'accord de coopération EVRAS en milieu scolaire instauré en 2023, nous insistons sur la nécessité de pérenniser et de renforcer les animations mises en place en milieu scolaire (et hors scolaire). Cela requiert d'en garantir le financement pour en assurer le bon déploiement mais également d'élargir leur généralisation à hauteur de deux heures d'animation minimum pour chaque année scolaire, de la maternelle à la fin de l'enseignement secondaire, ainsi que dans les lieux de collectivité (aide à la jeunesse, hébergements, etc.).

11 Pour le maintien d'un ministère des droits des femmes à tous les niveaux de pouvoir

Dans tous les domaines de la vie (social, économique, politique, culturel, etc.), les femmes continuent à subir des inégalités et donc des discriminations. C'est pourquoi la question des droits des femmes demeure essentielle et mérite d'être continuellement portée sur le devant de la scène politique. Afin d'éviter leur dissolution dans d'autres matières et d'encourager leur amélioration de manière significative, nous appelons à une mise en place et/ou au maintien d'un ministère des droits des femmes à tous les niveaux de pouvoir en Belgique.

Nous prônons également l'instauration de mécanismes permettant la pleine collaboration entre ces différentes instances et avec les autres ministères ainsi que l'application effective d'une lecture de genre (gendermainstreaming) dans toutes les politiques publiques.

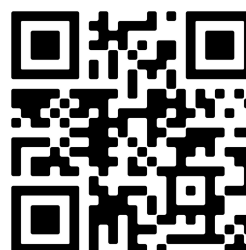
12 **Pour une lutte active contre les inégalités environnementales et l'accès équitable à un milieu de vie sain**

La crise écologique produit des effets profondément inégalitaires. Ainsi, les personnes les plus pauvres, dont les femmes, sont celles qui polluent le moins mais également qui profitent le moins de la production des richesses alors qu'elles sont les plus exposées aux dérèglements écologiques et qu'elles ont un moindre accès à un environnement salubre. C'est pourquoi nous revendiquons, notamment, l'accès équitable de toutes et tous à un milieu de vie sain (logement, énergie, eau, alimentation, mobilité) à travers le renforcement de la Sécurité sociale et la protection et le développement de ces biens et services socialement utiles. En parallèle, nous appelons à la mise en place d'une politique de décroissance dans tous les domaines qui ne relèvent pas de l'intérêt général, ainsi que la prise en compte des déterminants non-médicaux de la santé.

13 **Pour une politique migratoire solidaire**

En Belgique, le système actuel de régularisation des personnes sans-papiers est flou et arbitraire. Enfermement en centres fermés, expulsion et renvoi vers des pays où leur sécurité ne serait pas assurée, etc., notre pays a déjà été condamné à de nombreuses reprises pour la manière dont elle traite les demandes d'asile. Cette politique inhumaine et dégradante est inacceptable et contraire au droit en matière d'asile et de migration. C'est pourquoi nous réclamons la régularisation collective de toutes les personnes sans-papiers (obtention d'un titre de séjour) ainsi que la mise en place d'un plan de répartition des demandeuses·eurs d'asile prévoyant que chaque commune belge accueille un certain nombre de personnes en exil.

Pour consulter l'ensemble de nos revendications, rendez-vous sur notre site : www.soralia.be/accueil/memorandum-elections-2024/



Pour plus d'informations sur toutes les questions relatives aux élections, découvrez notre brochure « Voter, c'est décider » sur : www.soralia.be/accueil/brochure-voter-cest-decider/



Soralia est un mouvement mutualiste féministe d'éducation permanente riche de plus de 100 ans d'existence et actif partout en Fédération Wallonie-Bruxelles. Regroupant 9 régionales et des centaines de comités locaux et groupes à projets, nous militons et menons des actions au quotidien pour favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous défendons des valeurs et des principes fondamentaux tel-le-s que le féminisme, l'égalité, la solidarité, le progressisme, l'inclusivité et la laïcité.

Pour contacter Soralia et ses régionales qui travaillent sur le terrain et organisent diverses activités en lien avec les élections : www.soralia.be

Sofélia, la Fédé militante des Centres de Planning familial solidaires assure, d'une part, la coordination de 17 Centres de Planning familial et autres points de contact en Wallonie et à Bruxelles, et d'autre part, met en place des campagnes de sensibilisation en éducation permanente. Sofélia a pour objectif principal de garantir à tout-e-s un accès égal à l'information et aux services disponibles en matière de vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS). Cet objectif s'inscrit dans une optique d'offrir les moyens à chacun-e de tendre vers un épanouissement personnel, dans le respect de soi, de l'autre, et de l'égalité entre les genres.

Pour contacter Sofélia et ses Centres de Planning familial : www.sofelia.be

SORALIA SOFÉLIA



Éditrice responsable : Noémie Van Erps, Place St-Jean, 1-2, 1000 Bruxelles • Numéro d'entreprise :
0418 827 588 • Tél : 02 515 04 01 • soralia@solidaris.be